

Nouvelles locales du mercredi 30 octobre 2013

@rib News, 30/10/2012 | Politique - Le secrétaire général et porte-parole du gouvernement du Burundi fait savoir que la révision de la constitution s'inscrit dans le cadre de la feuille de route convenue entre les politiciens à Kayanza dans l'optique de bien mener une préparation des élections de 2015. Selon Philippe Nzobonariba, une commission ministérielle est en train de raffiner le texte qui sera présenté à l'Assemblée nationale pour adoption. Il annonce aux citoyens qu'il n'y aura pas d'autres débats politiques sur cette question. Il demande à la société civile qui voudrait bien donner des propositions de les acheminer à l'Assemblée nationale avant que le texte ne soit adopté. [isanganiro]

- Le courant de réhabilitation du parti Uprona trouve que la révision de la constitution de la République du Burundi est contre le processus de réunification des Burundais tel qu'il avait été envisagé dans l'accord d'Arusha. Selon Manwangari, il n'était pas encore temps de faire disparaître les acquis de ces accords d'Arusha et considère que leur remise en cause de ces derniers devrait passer par un consensus entre tous les concernés. Il constate qu'il s'agit d'une démarche délicate de faire tomber en désuétude ce texte qui est le noyau de la paix au Burundi. Il trouve aussi que le président du parti Uprona doit annoncer ouvertement sa position à ce sujet. Il remarque que si un parti politique se donne le droit de modifier ce qui a été convenu entre plusieurs partenaires, cela revient à la période avant Arusha et c'est justement cela qui a poussé les politiciens à dialoguer. [rpa]- Le parti UPD Zigamibanga demande au gouvernement de s'asseoir avec les autres politiciens afin de pouvoir amender la constitution. Le président de ce parti trouve que selon ce qu'ils s'étaient convenus à Kayanza, des consultations devraient avoir lieu avant d'entreprendre cette révision. Il admet que la révision de ce texte était nécessaire mais précise qu'elle devrait prendre le chemin du dialogue. Il demande ainsi au gouvernement et au parti au pouvoir de ne pas foncer sur une fausse piste. [bonesha/rtr]- Le parti FNL trouve lui aussi qu'il faut d'abord des consultations pour mener une révision de la constitution d'une manière rassurante. Le président de ce parti trouve que la constitution est un texte tellement fondamental que sa révision nécessite une conjugaison des idées. Jacques Bigirimana encourage le gouvernement à dialoguer afin de trouver une solution profitable à tout le pays. [bonesha]

|| Gouvernance- Aprés un rapport provisoire d'une commission mise en place par la société Air Burundi sous l'égide de la présidence de la République pour enquêter sur les missions à l'étranger des cadres de la présidence ait été publié, certaines personnalités citées dans ce rapport commencent à s'expliquer. Le président de la République constate que cette liste comporte des irrégularités. En effet, Léonidas Hatungimana précise que son nom figure sur la liste et est mentionné à l'aide d'un stylo alors que les autres noms sont dactylographiés à l'ordinateur. De plus, il précise que durant la période pour laquelle il est cité, il était en mission en Allemagne et ne pouvait donc pas être en même temps en Inde et en Allemagne. Selon lui, il s'agit d'un agent de la présidence qui a trempé dans ce genre de corruption et qui aurait mentionné son nom afin de toucher la somme prévue. Il précise que ce dernier est détenu aux arrêts à la prison centrale de Mpimba. [isanganiro] - Une autre personne citée est Pie Baribwegure. Ce dernier dit qu'il a été surpris d'entendre son nom dans ce rapport alors qu'il a payé de ses propres fonds le ticket pour soigner au Canada. Il précise qu'il a envoyé une personne de la présidence pour lui acheter ce billet et qu'après quelques jours, il lui a remis le ticket comme promis. Il affirme que cette personne qu'il a mandatée est son ami et qu'elle se trouve à Mpimba pour des cas de détournement. Il dit aussi ne pas comprendre comment cette commission a publié un rapport sans écouter les personnes citées. Enfin, il estime qu'il est impossible pour une personne en pension de bénéficier de frais de mission de la part du gouvernement. Selon les observateurs, ces personnes citées pourront toutes se charger sur cette personne détenue. [isanganiro]

|| Sécurité - Une personne a été tuée par un poignard sur la colline Ndamuza dans la commune Buganda de la province Cibitoke la nuit de ce mardi à mercredi. Selon des sources sur place, il était vers 22h quand ce meurtre a eu lieu et les mêmes sources précisent que les causes ne sont pas connues. Elles privilégient toutefois la piste de conflits fonciers. Le responsable de ce meurtre est aussitôt rendu à la position policière de Buganda et subit actuellement des interrogatoires. [rtnb/bonesha/rpa]- Une personne a été retrouvée morte dans la rivière Mpimba dans la commune urbaine de Musaga le matin de ce mercredi. Selon des sources administratives, ce conducteur de bus de Musaga avait passé l'après-midi de ce mardi en train de prendre la bière fortement alcoolisée et prohibée communément appelée Umunanasi avec certains de ses amis. Les causes de cette mort ne sont pas encore connues mais la police fait savoir qu'elle a arrêté ceux avec qui la victime était au moment de la prise de ces boissons afin de commencer des enquêtes. [bonesha/rpa/rtnb/rtr]- Une personne est morte l'après-midi de ce mardi sur la colline Rugabo de la commune Mwumba dans la province de Ngozi. Evariste Ntakunguko était le chef de cette colline et rentrait de l'hôpital de Gashoho dans la province de Muyinga où il était parti se faire soigner puisque son corps présentait des blessures. Selon des sources sur place, il serait victime des coups de bâtons lui infligés par le chef de la station de lavage du café de cette colline pour avoir laissé ses vaches envahir les champs de ce dernier. Ces mêmes sources précisent que ce climat malsain entre les deux hommes avait commencé jeudi de la semaine dernière. Irénée Makoto nie ces allégations portées contre lui et précise qu'il n'a rien à voir dans la mort de ce chef de colline. Il s'est rendu à la position policière de cette colline par peur de la vengeance populaire de la part de la population en colère et a été arrêté par la police. L'administrateur communal de Mwumba fait savoir qu'il n'est pas encore d'inculper ce présumé coupable et que ce sont les enquêtes qui vont déterminer son rôle dans cette affaire. [bonesha/rpa/isanganiro]- Attaque des hommes en armes dans la commune urbaine de Bwiza dans le quartier de Jabe la nuit de ce mardi à mercredi. Selon des témoins sur place, il était vers 23h qu'un groupe de 3 personnes armées de fusils et de gourdins ont attaqué un foyer du quartier II de Jabe où habite un sous-officier de l'armée nationale. Ils ont pris les téléphones portables, un poste téléviseur, un lecteur DVD et de l'argent. Avant de partir, ils ont tiré sur ce sous-officier le croyant mort, ils sont partis avant que la population alertée par ces coups de feu, n'intervienne. La population de ce quartier estime que le banditisme à main armée devient monnaie courante dans ce quartier et accusent les forces de l'ordre de ne pas intervenir à temps. L'administration locale fait quant à elle savoir que des mesures sont en train d'être prises pour essayer de mettre la main sur ce groupe de bandits. [rtr/rtnb/bonesha/rpa]- La ligue des droits de l'homme

Iteka se dit consterné par la découverte hier à l'aéroport international de Bujumbura de deux crânes humains frais un colis à destination de la Thaïlande. Selon le président de cette ligue, cela montre qu'il y a bel et bien des personnes qui ont été tuées et pense qu'il s'agirait des preuves de la résurgence du phénomène d'anthropophagie albinos. Joseph Ndayizeye demande que des enquêtes soient menées d'une manière minutieuse afin de découvrir la réalité sur ces crânes. Il demande aussi de tout faire pour décourager cette pratique qui commence à se manifester en punissant les commerçants de ces crânes quels qu'ils soient. [bonesha/rpa/rtr]